

Sport féminin: peut-on vraiment en finir avec le mépris ?

1 Une bonne initiative

A côté des moyens dont dispose le sport masculin, disons-le tout net : on n'en fera jamais trop pour tenter de sortir le sport féminin du ghetto où certains voudraient le maintenir. Voilà pourquoi nous avons applaudi à l'annonce de l'organisation à Bourges les 16 et 17 mai des « Premiers États Généraux du sport féminin en équipe ». Tout comme nous saluons les actions concrètes que mènent d'autres instances : Sportiva, Sport et Citoyenneté, Femix'Sport, APELS, Femmes Solidaires, la CLEF,...

C'est d'un paradoxe qu'est née l'idée d'organiser les États Généraux de Bourges. « *Le sport féminin en équipe est de plus en plus performant en France, grâce aux qualités et aux valeurs développées par les sportives : fair-play, sportivité, ténacité, courage, beauté du geste, humilité et surtout solidarité. Ce qui n'empêche pas le sport féminin en équipe d'être méprisé en France !* ». ».

Ce constat émane d'un connaisseur, Pierre Fosset, président du club Tango Bourges Basket, le club vedette du basket féminin.

Deux ministres du gouvernement avaient été invitées, Najat-Vallaud Belkacem venue en personne, et Valérie Fourneyron, quis'exprimera par vidéo interposée. Il y avait aussi une ancienne ministre des sports : Marie Georges Buffet. Tout un symbole car elle fût la première en 1999 à prendre la mesure du manque de considération accordé au sport féminin en organisant les « *Assises Femmes et sport* ».

2. Un problème majeur : la sous-médiatisation

Un chiffre est revenu tout au long des débats : selon une première étude statistique réalisée par le CSA sur la représentation des compétitions sportives féminines à la télévision, 7% seulement du volume horaire des transmissions leur a été consacré sur une période de quatre semaines et sur un panel de 12 chaînes.

Si certaines des pistes de progrès mises en évidence à la fin des années 90 sont encore d'actualité (s'attaquer au plafond de verre dans les instances dirigeantes, imposer l'égalité du statut des sportives et des sportifs de haut niveau, viser l'organisation simultanée sur les mêmes lieux de compétitions masculines et féminines,) le contexte technique et économique a beaucoup évolué modifiant les possibilités de la médiatisation (diversification des supports, importance des réseaux sociaux, dérapages du sport masculin, recherche de marchés nouveaux dans un contexte de crise économique, ..).

Cependant, au-delà des solutions techniques évoquées, c'est un combat idéologique qu'il faut mener si l'on veut casser les préjugés et venir à bout du « mépris » dénoncé par Pierre Fosset.

Or ce mépris, que l'on est censé évacuer, a été présent tout au long de ces rencontres.

Témoin, l'exaspération évidente de Fabrice Jouhaud directeur de la rédaction du quotidien l'Équipe, tassé dans son fauteuil, décidé à ne rien lâcher, donnant le sentiment d'avoir été

piégé. A la question posée par Maryse Ewanjé-Épée, ancienne athlète qui animait les débats avec force et conviction, il déclare à propos du peu de place du sport féminin dans la presse écrite sport « *C'est un choix, une logique d'entreprise. On ne va pas investir sur tous les sports qui se sentent frustrés et méprisés. Alors, si on est démagogique, on peut décréter que la médiatisation du sport féminin va devenir le cheval de bataille, faire les bœufs ou les Bisounours. Mais nos lecteurs sont à 95% des hommes* ».

3. Le passage éclair du président du CNOSF

Autre preuve du mépris ; les propos lénifiants de Denis Masegla, président du CNOF qui, avant de s'éclipser dès la première table ronde, s'est réfugié derrière des formules creuses du style « *tout commence à l'école* », ou : « *je suis un inconditionnel de l'égalité des chances* », ou encore : « *je trouve magnifique le message 'Inspirer une génération' délivré aux JO de Londres* ». Et de mettre en garde contre tout ce qui forcerait le mouvement sportif à appliquer l'égalité, car forcer « *serait contre productif* »

N'attribuons pas la vacuité des propos de Denis Masegla à un simple accident de parcours. Pour s'en convaincre il suffit de lire le livre d'entretien qu'il a coécrit avec Pascal Boniface (1) Il faut lire les 200 premières pages pour y dénicher enfin « *la* » seule allusion à la place des femmes dans le mouvement sportif. Répondant à une question de Pascal Boniface sur le programme qu'il compte développer en cas de réélection au poste de président du CNOSF (« *y a-t-il d'autres propositions ?* »), Denis Masegla indique « *oui, notamment sur les types de scrutin, la limitation en âge ou la représentation féminine.* »

Même discrétion sur le thème de la médiatisation du sport féminin. Alors qu'un chapitre entier est consacré à « *la chaîne télé (l'Équipe 21) faite pour la promotion et la diversité du sport* », chaîne lancée en partenariat avec le journal l'Équipe, Denis Masegla glisse incidemment « *j'espère attirer l'attention sur le fait qu'il y a sur la plate-forme numérique un match de basket féminin de nationale 1, voire tous les matchs de basket féminin, et qu'il y a un résumé des tous les matchs de basket féminin qui passe dans le JT (...)* ». Aucune allusion par contre au fait que, selon l'agence Sportiva, sur les quatre premiers mois de fonctionnement de l'Équipe 21, seules deux compétitions féminines ont été programmées (Sportiva du 8/4 2013)...

Lorsque je l'ai interpellé sur ces points, le président du CNOSF, se contenta de rétorquer qu'il s'intéressait au sport « *en général* »...

4. La peur du mot féministe

Mépris encore ? S'exprimant à la tribune certaines sportives et dirigeantes sportives ont éprouvé le besoin, spontanément, de bien préciser qu'elles n'étaient pas féministes.

On est loin du modèle des sportifs Noirs américains qui se battaient pour les droits civils y compris à travers le sport en revendiquant leur appartenance aux mouvements anti-racistes, même les plus violents comme les Black Panthers. On est loin aussi des militants de la lutte anti apartheid qui exigeaient et obtenaient l'exclusion de l'Afrique du Sud des JO.

N'y aurait-il pas un lien entre ce rejet de la part d'un grand nombre de sportives, de la légitimité d'un mouvement véritablement contestataire et collectif, et la situation tragiquement

marginale dans laquelle est le sport féminin, qu'il s'agisse de sa médiatisation, du statut de sportives de haut niveau et de leur présence dans les instances dirigeantes ?

Domage, car quelles que soient les pistes de progrès identifiées, elles n'ont de chances d'aboutir que si un mouvement collectif fort est capable à la fois de mobiliser les personnes directement intéressées par le sujet et de construire des liens avec les mouvements de lutte pour les droits des femmes.

Annie Sugier

Présidente de la Ligue du Droit International des Femmes

(1)« le sport, c'est bien plus que du sport ! » éditeur Gawsewitch Jean-Claude, 4 2013